

Les langues à faible diffusion : où vont-elles¹ ?

Alexis Bétemps

Le problème du contact des langues et des conséquences qui s'ensuivent est d'une actualité surprenante. Les situations diglossiques, sur le plan politique, autrefois rigoureusement considérées comme un problème interne aux états, sont en train de se généraliser et de devenir ainsi un problème aux confins beaucoup plus élargis. En Europe, nous vivons un moment de globalisation qui, par sa nature, met en contact une quantité non quantifiable de langues et met en branle une dynamique tout à fait nouvelle, comme la situation qui l'a créée. Et tout ce qui est nouveau est toujours, si non tout à fait imprévisible, source de surprises potentielles.

Nous sommes en train de vivre une situation sans précédents dans l'histoire, donc inconnue à l'humanité.

Dans ce cadre nouveau qui, est en train de se dessiner, non sans tensions, il est difficile d'imaginer l'aboutissement linguistique, voire la résultante des forces, centrifuges et centripètes, qui s'affrontent actuellement en Europe. La sagesse voudrait qu'on se penche sérieusement sur ce problème pour le comprendre d'abord, pour l'évaluer et pour prendre, éventuellement, les mesures nécessaires. Dans ces bouleversements d'étendue continentale qui s'annoncent, il peut paraître futile de s'occuper de l'avenir des langues moins répandues, dans ce nouveau contexte en mouvement. Au contraire, il s'agit désormais d'un problème d'intérêt général. Et parce qu'il met en cause une question de principe. Si on accepte que le plus fort absorbe le plus faible, même involontairement, c'est la loi de la jungle qu'on accepte et un patrimoine considérable de civilisation, accumulé par l'histoire, notre histoire d'Européens plus précisément, est gaspillé.

Sans compter que le plus fort aujourd'hui sera peut-être le plus faible demain...

Si l'on croit que la biodiversité est vitale pour l'humanité et qu'elle est faite aussi, par extension, de langues différentes, leur conservation, qu'elles aient une petite ou une grande diffusion, devient un souci pour tout le monde. Parler de soucis prioritaires est peut-être exagéré mais souvent, les priorités ne sont pas si évidentes elles le deviennent quand cela est trop tard pour intervenir efficacement...

De plus, cette attitude conservatrice à l'égard des petites langues a une valeur comportementale non indifférente c'est une marque de respect de l'autre, un indicateur de capacité de vivre en commun malgré les différences.



Livres utilisés pour l'École Populaire de Patois

Quand le Centre d'Etudes francoprovençales "René Willien" de Saint-Nicolas et le BREL ont proposé pour la Conférence annuelle de débattre de *Diglossie et interférences linguistiques néologismes, emprunts, calques*, en réalité il n'a pas fait tout ce raisonnement, il ne visait pas si haut mais il était cependant conscient de l'importance et de l'actualité du sujet. Il se proposait de braquer l'attention des spécialistes, des dialectologues tout particulièrement, sur une dynamique qui a toujours existé mais qui, dans notre espace linguistique valdôtain, a pris des connotations particulières ces derniers temps. Et en plus, il y avait la nécessité de se pencher sur un problème qui était devenu particulièrement aigu chez nous depuis que l'Administration régionale avait décidé d'organiser des cours d'enseignement du francoprovençal, *l'Icoulla de Patoué*.

Quand l'École populaire de patois a été instituée, nous avons lancé un défi qu'on n'était pas du tout sûr de remporter. Cette initiative était une expérience tout à fait nouvelle quant aux objectifs qu'on se proposait : enseigner le patois comme n'importe quelle langue dite "littéraire". D'autres expériences d'enseignement avaient été essayées, en Vallée d'Aoste et ailleurs, mais, probablement, dans l'aire francoprovençale, aucune n'avait été si soigneusement étudiée et préparée. Au départ, les problèmes ne manquaient pas : il y avait celui des enseignants et de leur formation, celui de l'approche pédagogique, celui des méthodes didactiques

et celui des supports, tels que les textes de référence. À tous ces problèmes s'en ajoutait un autre, inévitable lorsqu'on enseigne les langues à grande diffusion : celui d'une norme linguistique inexistante. Comme le dit Gaston Tuaille, le francoprovençal est « une langue qui n'existe que sous la forme de l'infinie variation géolinguistique », c'est-à-dire que le francoprovençal n'est que la somme de ses variétés dialectales. Or, rien qu'en Vallée d'Aoste, nous dénombrons plus de 70 variétés, parfois bien différentes entre elles et, dans les cas extrêmes, sans intercompréhension réciproque. Ainsi, la nature même de l'objet à enseigner n'était pas définie. Que faire ? Travailler pour créer une koinè ? Privilégier une variété au détriment des autres ? Après une bonne réflexion, pour en finir, nous avons fait un choix qui peut paraître singulier mais qui était le seul possible dans un court délai : on a enseigné la variété de francoprovençal pratiquée dans la zone où les cours sont donnés, par un enseignant de la même zone. La solution s'est démontrée gagnante, vu le succès remporté par l'École populaire de patois, mais bien probablement, elle n'aurait pas marché dans le restant de l'aire francoprovençale. Sous ce point de vue, l'expérience ne peut donc pas être considérée exemplaire. En Vallée d'Aoste, je le rappelle, le francoprovençal est encore couramment employé et ce décor linguistique a été toujours une stimulation pour l'étudier, une source d'apprentissage intégrative, et une référence de contrôle pour les enseignants et les élèves. Un travail assidu avec les enseignants a permis de parfaire l'expérience, d'ébaucher des parcours pédagogiques, d'élaborer des supports didactiques, de tester et de limer le code d'écriture adopté et, surtout, de mettre en évidence les points faibles de l'expérience.

Les élèves, souvent avec un excellent bagage culturel de départ, trempés par un curriculum scolaire accompli, ont, dans l'ensemble, apprécié la qualité de l'enseignement mais ils ont aussi été demandeurs de quelque chose qu'on n'a pas pu toujours leur offrir : des règles grammaticales rigoureuses, un lexique exhaustif pour traiter des différents sujets pas nécessairement liés au monde rural traditionnel, des tournures originales qui ne soient pas des transpositions littérales de l'italien ou du français. Ils souhaiteraient que le francoprovençal soit une langue comme celles dites "de culture". On peut très bien ne pas partager cette option, mais ce qui est certain c'est que chez nous cela est effectivement une exigence ressentie. Et nous ne pouvons pas l'ignorer.

La difficulté mise en évidence ne concerne pas seulement les élèves, bien entendu, mais aussi les locuteurs naturels (ceux qui ont appris la langue sur les genoux de leur mère), qui, dans leur usage quotidien de la langue, rencontrent le même problème. Mais, ces derniers, se sentant les principaux maîtres de leur code linguistique, se débrouillent en pillant ce qu'il leur faut dans leur répertoire multilingue, fait d'italien, de français et de piémontais le plus souvent, opérant des choix très individuels suivant leur degré d'instruction, leur considération pour le francoprovençal ou de leur option politique : procédé que ne peuvent pas suivre

ceux qui veulent apprendre la nouvelle langue. À juste raison, ces derniers sont conscients qu'avant de créer ils doivent apprendre. Comment procéder, alors ? L'école doit-elle accueillir d'une manière acritique toutes les productions des locuteurs naturels ? Les enseignants doivent-ils traduire ou adapter des mots selon leur expérience et leur sensibilité ? Je ne le crois pas. Ce procédé n'est pas du tout acceptable dans l'enseignement, comme il est généralement conçu, où ce type de réponses doivent être généralement partagées, avalisées par les livres ou par les professeurs, et être le fruit de connaissance et d'étude.

Il est donc nécessaire de creuser un peu davantage le sujet pour trouver les réponses aux questions et les solutions les mieux adaptées.

Les langues, insérées dans l'histoire, reflets d'une société donnée, sont sensibles aux changements et tendent à s'y adapter. Cette attitude n'a pas échappé aux observateurs attentifs comme les linguistes qui, depuis belle lurette parlent d'évolution linguistique. Ils considèrent l'évolution comme le destin naturel de toute langue et s'opposent parfois aux puristes qui, de quelque manière voudraient, selon les linguistes, figer la langue par leur comportement conservateur et contre nature... Ce contraste est loin d'être une nouveauté et, je crois que toutes les langues, tôt ou tard, l'ont connu. Nous nous trouvons donc face à deux attitudes opposées : l'une évolutive, l'autre conservatrice. Dans notre souci de biodiversité, laquelle des deux devrions-nous suivre ? Voilà une question à laquelle nous voudrions répondre. Les considérations qui vont suivre vont dans ce sens. Elles sont à caractère général mais elles ont été inspirées par notre expérience du francoprovençal valdôtain, par les aspirations de nombreux patoisants et par sa situation actuelle.

La tendance à l'évolution est, en partie, un mécanisme interne à chaque langue qui s'adapte à l'évolution culturelle de la communauté et crée surtout des néologismes selon la logique propre de chaque langue. Pour l'autre partie, l'évolution est la réponse aux contacts avec les communautés environnantes, qui, selon leur prestige ou leur force de pression, déterminent aussi des changements linguistiques. Pendant longtemps, en Europe, l'évolution des langues a été très lente, presque insensible mais pas toujours indolore pour les langues les plus démunies. L'observation de cette évolution généralisée a fait naître une conviction qui est devenue dogme et s'est enracinée parmi certains linguistes : dans une langue, les changements sont des indices de vivacité et toujours bénéfiques pour la langue même. Ainsi, il faut les accepter, voire même les favoriser. Cette conviction, petit à petit, est sortie des cercles spécialisés et fait désormais partie du bagage culturel des personnes avec une bonne instruction.

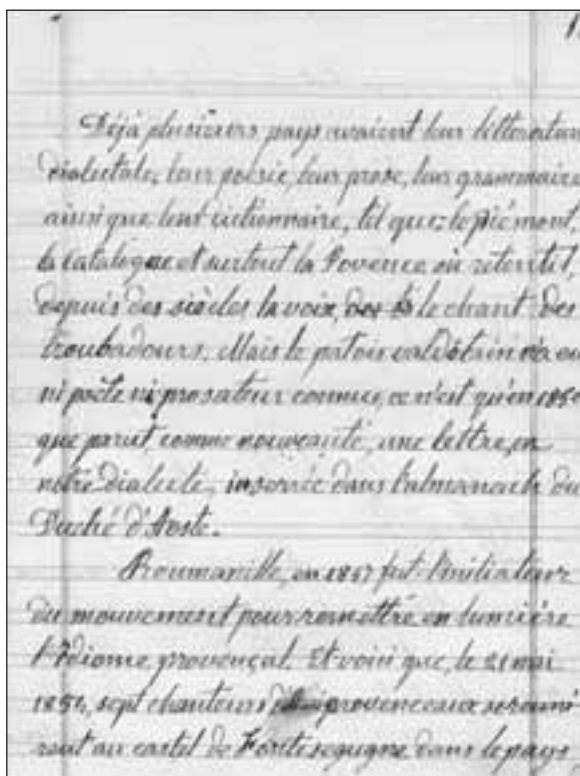
Le changement concerne toutes les langues, grandes et petites. En Europe, il y a eu un temps où les différentes grandes langues actuelles ont subi la leadership de l'une ou de l'autre, provisoirement prédominante : de l'italien pendant la Renais-

Jean-Baptiste Cerlogne
Le patois valdôtain
La première page du manuscrit

sance, puis du castillan des conquistadores, ensuite du français des illuministes, et, pour en finir, de l'anglais des empires et de l'américain du pouvoir économique actuel. De ce point de vue, rien de nouveau sous le ciel. De nos temps la domination de l'anglais, dans sa version américaine, est incontestable et paraît incontournable aussi. Ce qui commence à susciter des réactions de la part des locuteurs des autres langues à grande tradition. Les mises en garde contre l'agressivité de la langue anglaise sont à l'ordre du

jour, et souvent nous viennent de linguistes chevronnés, qui normalement, considèrent les changements linguistiques comme une preuve de la vitalité de la langue. Est-ce une contradiction ? Met-on en discussion les bien faits de l'évolution linguistique ? Je ne le crois pas. Je pense plutôt que l'évolution incontrôlée n'est pas toujours bénéfique à la langue et à ses locuteurs.

« Ce qui a été sera » disait-on, mais, en réalité, l'histoire ne se répète jamais. Parfois, on est frappé par des analogies qui nous font penser à des répétitions, mais si l'on pousse un peu plus l'observation de l'événement, on se rend compte de son originalité. L'histoire, dit-on, est maîtresse de vie et la connaissance du passé peut nous empêcher de faire certaines erreurs. Cela est certainement vrai en partie. Mais rien qu'en partie. Prévoir l'avenir en s'inspirant de précédents de l'histoire ou prétendus tels, ce qui est pire encore, est un exercice certainement plus efficace que celui des aruspices de bonne mémoire mais reste quand même aléatoire. Quand on parle de langue, le chemin le plus sûr est celui de l'analyse synchronique de l'état de la langue en devenir. Les théories sur le développement ont toujours été bâties sur l'observation des antécédents à leur formulation, ainsi, en admettant qu'elles aient été correctes au départ, avec les changements successifs elles deviennent progressivement inaptées à l'interprétation pour laquelle elles



avaient été conçues. C'est dans la nature humaine, soumise au vieillissement et à la mort. Et quand on se trouve face à des phénomènes tout à fait nouveaux, comme dans notre cas, elles peuvent se révéler inutiles. C'est le moment alors de remettre en discussion ce qu'on a longtemps considéré comme acquis.

Il y a probablement encore, en Nouvelle Guinée, des langues utilisées par des populations demeurées isolées et qui évoluent encore "naturellement", c'est-à-dire comme cela a été vaillamment décrit par les premiers linguistes et ethnologues. Elles ne sont pas en compétition avec l'anglais et les changements linguistiques sont réduits, comme ils l'ont été en Europe, à une époque reculée. Mais elles représentent l'exception destinée, en plus, à disparaître vu que les contacts avec le restant du monde sont inéluctables. Dans le monde dit occidental, nous avons assisté, au cours du dernier siècle, à une accélération exponentielle de l'histoire qui a réduit les distances perçues, développé les connaissances, banalisé les informations, dilaté les besoins, bouleversé l'organisation sociale et le système de production. Les langues, reflets de la société, se sont retrouvées à devoir se renouveler en temps rapides pour être à même de lire la réalité nouvelle en train de se profiler.

Mais pas toutes n'ont pu le faire. Celles qui avaient une longue tradition écrite ont pu, ainsi que celles qui avaient les appuis politiques nécessaires, qui sont présentes dans les médias et enseignées à l'école. Avec la réduction, voire l'abolition, des distances, les contacts entre langues différentes sont devenus de plus en plus fréquents et ont déclenché des processus autrefois inconnus et encore insuffisamment étudiés. Auparavant, les contacts quotidiens s'effectuaient entre voisins, un, deux, trois au maximum, et les contacts plus élargis étaient exceptionnels et sans conséquence, ou presque, dans la dynamique de la langue. Maintenant, ils sont devenus quotidiens : pensez à Internet et, surtout à la masse d'immigrés venant des quatre coins du monde. La majorité des citoyens européens, de toutes les classes sociales, *volentes* ou *nolentes*, le long de leur journée entrent inmanquablement en contact avec des langues autres que la leur. Le contact occasionnel se transforme souvent en intérêt pour l'autre ou même en nécessité de l'autre et la connaissance d'un support linguistique commun devient indispensable. Cette situation tout à fait sans précédents, contrairement à ce que plusieurs avaient cru et espéré, a balayé l'espéranto (qui le parle encore ?) et lancé l'anglais vers un destin de langue commune.

Face à cette nouvelle situation, le postulat selon lequel toutes les langues connaissent une évolution naturelle et salutaire doit être repensé puisque les langues à faible diffusion, loin de jouir d'une bonne santé, sont en train de disparaître rapidement par transformations successives. Et le destin des langues à diffusion moyenne n'est pas plus exaltant : si cela continue ainsi, leur disparition n'est qu'une question de temps. Et, à notre époque, le temps court vite...

Dans ce nouveau contexte, les langues les plus démunies de locuteurs et de moyens pour s'adapter aux exigences nouvelles, celles qu'on appelle souvent les petites langues et que j'appelle ici langues à faible diffusion, sont donc celles qui ont le plus souffert. Les locuteurs se rendent compte que leur langue est un piètre instrument pour la communication élargie ; qu'ils doivent apprendre au moins un deuxième code linguistique s'ils désirent communiquer hors de leur petite communauté ; qu'ils sont ainsi condamnés à un effort supplémentaire par rapport à d'autres citoyens jouissant d'un code linguistique plus largement répandu. Dans une culture où le temps c'est de l'argent et l'argent est, malheureusement, en train de remplacer le Bon Dieu, cette situation, à elle seule, constitue déjà une bonne raison pour ne plus retransmettre aux descendants la langue à faible diffusion.

Ceux qui, pour des raisons variées, doté d'un caractère sentimental la plupart des fois, s'accrochent à leur langue ancestrale, se retrouvent, au bout de quelque temps, avec d'autres problèmes encore.

D'abord, les contacts accrus avec d'autres langues transforment rapidement les locuteurs des petites langues en bilingues pour qui le passage d'une langue à l'autre peut devenir tellement spontané que la tendance aux mélanges linguistiques devient un penchant naturel. Puis, ils doivent constater l'incapacité de leur langue ancestrale de "digérer", les emprunts linguistiques, de les transformer en néologismes cohérents avec les règles de leur parler, au rythme imposé par les exigences communicatives modernes. En d'autres mots, ils se rendent rapidement compte que leur code linguistique originaire est en train de se transformer en un charabia sans cohérence interne qui tend à devenir, dans des cas extrêmes une entrave même pour la communication à l'intérieur de leur propre communauté linguistique. Et, ce qui est aussi grave, l'incohérence est un lest pour l'apprentissage des autres langues, dotées de grammaires rigoureuses et rassurantes. Donc, vouloir insister sur la retransmission de la langue par la famille risque de doter l'enfant d'un système linguistique inadéquat et de les exposer à un échec scolaire : comment voulez-vous qu'ils greffent de nouvelles langues sur un système linguistique maternel chancelant ?

Dans notre époque où les contacts entre civilisations sont de plus en plus courants, où le métissage des races est de plus en plus perçu comme un fait positif et enrichissant, pourquoi se tracasser du métissage linguistique ? Ce serait une attitude mentale discriminatoire insupportable. Mais est-ce que, dans le cas évoqué, s'agit-il d'un véritable métissage, donc un fait positif, ou n'est-ce pas, plutôt, une homologation sur des modèles plus forts et prévaricateurs, plus ou moins sournoisement proposés ? Ce prétendu métissage, ne serait-il pas une étape vers la standardisation des usages linguistiques, vers une langue unique pour tout le monde ? L'appauvrissement des ressources linguistiques mondiales ne nous mènerait pas, au bout du compte, vers un aplatissement général, rêve du marché global ?

Cette accélération des changements a cependant eu le mérite d'alerter les esprits les plus ouverts sur le grand danger de l'homologation planétaire. L'importance de la biodiversité est déjà communément acquise depuis plusieurs décennies. Tout le monde ou presque est d'accord sur le fait qu'on doit sauvegarder la flore et la faune jusqu'à l'espèce la plus petite et, apparemment, la plus inutile. Le même principe appliqué aux langues et aux cultures a eu plus de mal à percer, jusqu'à présent. Cela probablement à cause des grands intérêts que le nationalisme linguistique des états chaperonne. Mais la sensation qui est en train de se généraliser, d'après laquelle le monde est en train de courir vers un monolinguisme anglais et vers une culture uniformisée sur celle américaine de nos jours, a donné une secousse aux intelligences assoupies. Voilà alors les prises de position d'organismes internationaux et d'intellectuels influents soutenant que le multilinguisme et le multiculturalisme sont un patrimoine de l'humanité à sauvegarder. L'enrichissement culturel est le produit des différences qui entrent en contact parce que ce sont les différences qui stimulent l'intelligence humaine et la portent à des inventions nouvelles. La langue, en tant que composante d'une culture, en a les mêmes comportements, donc, toutes les langues existantes, en tant que ferments culturels essentiels, méritent d'être sauvegardées.

Et comme a dit le poète Paul Valéry : « Enrichissons-nous de nos différences mutuelles ».

La nécessité de sauvegarder les langues du monde est donc, finalement, de plus en plus reconnue. Mais qu'entend-on par langues ? Uniquement celles qui ont une grammaire écrite, enseignées à l'école, utilisées par les médias, et qui jouissent de l'officialisation d'un état ?

Ou bien aussi toutes les infinies variétés que l'homme, dans son histoire, a créées et moulées, qui ne sont pas enseignées à l'école, qui ont vécu dans la brousse, à l'écart de la technologie moderne ou dans le creux de vallées inaccessibles, qui n'ont pour se défendre qu'une tradition dévaluée par les performances tapageuses de la civilisation occidentale ? Et encore, faut-il aussi sauvegarder toutes ces variétés qu'on appelle dialectes ou patois, survécues à l'ombre d'une sœur qui a fait fortune, sorte de brouillons griffonnés de la langue littéraire, mauvaise conscience d'une ruralité reniée pour un bien-être espéré mais jamais rejoint ?

Je crois que la réponse est évidente : tout doit être sauvegardé avec une attention particulière pour les variétés les plus menacées et tous les moyens sont bons à condition d'être efficaces. Il ne suffit pas d'appeler langues les dialectes pour leur rendre leur dignité et il ne suffit pas de déclarer avec emphase leur importance pour les sauver. Souvent, on a promu des patois à langues mais après on ne leur a accordé qu'un statut limité par rapport aux autres langues... Faut-il vraiment qu'une production linguistique soit considérée une langue pour mériter d'être sauvegardée ?

Sur ce point, les opinions commencent à diverger et les distinguos sont souvent invoqués.

Qui dit sauvegarder, dit aller contre courant, action qui demande cependant un effort supplémentaire. La sauvegarde de n'importe quoi n'est jamais gratuite. Donc, sauvegarder une langue coûte. Sauvegarder une langue est d'abord un choix politique. Ainsi, c'est la *polis* qui doit prendre les décisions, donc, les citoyens concernés en premier lieu.

Sauvegarder une langue signifie la mettre en condition d'être pratiquée par les locuteurs qui l'ont conservée jusqu'à nos jours, ainsi que par tous les autres qui le désirent, et d'être retransmise aux générations futures. Sauvegarder une langue signifie donner davantage à la langue en difficulté. Sauvegarder une langue signifie la privilégier jusqu'à ce qu'elle soit à même de continuer son chemin toute seule, en pleine autonomie. En absence de consensus, on peut douter de l'efficacité des mesures proposées ou, éventuellement, prises. On peut toujours créer des guichets linguistiques, afficher des panneaux bilingues, introduire à l'école quelques heures d'enseignement de la langue en difficulté, publier des recueils de poésies, mais ce sera comme bâtir sur du sable. Cela ne servirait qu'à retarder de quelque peu la disparition de la langue.

Malheureusement, un consensus sur un projet de ce genre n'est pas si simple à obtenir.

Le consensus atteint, d'autres questions se posent. Une d'abord : qui doit s'activer pour promouvoir et réaliser une politique linguistique donnée ?

Nous pensons que les agents députés pour cela, chacun avec un rôle particulier, sont au moins trois :

- a) les locuteurs eux-mêmes par leurs institutions
- b) les linguistes par leurs centres de recherche
- c) les organismes culturels internationaux.

Cela pour la raison suivante : les langues sont patrimoine de l'humanité (c), avons-nous dit, mais, de quelque manière, elles appartiennent aussi aux locuteurs (a) et elles sont étudiées par les linguistes (b).

Les locuteurs sont certainement les agents principaux et leur rôle est déterminant pour la pratique de la langue. Ce sont eux qui, par leur comportement, décident s'ils doivent l'abandonner ou s'ils doivent continuer à la parler. On ne sauvera jamais une langue si ceux qui la parlent la méprisent ou décident, pour quelque raison, de ne plus la retransmettre. Les locuteurs doivent être bien convaincus de la nécessité d'enseigner leur langue et conscients de son importance, surtout si elle a été, pendant des générations, contrariée par les institutions, ouvertement ou surnoisement. Parfois le locuteur a grandi avec la honte de pratiquer un parler particulier dont souvent on se moquait. Parfois, il a du mal à comprendre com-

Les “petites” langues en Europe

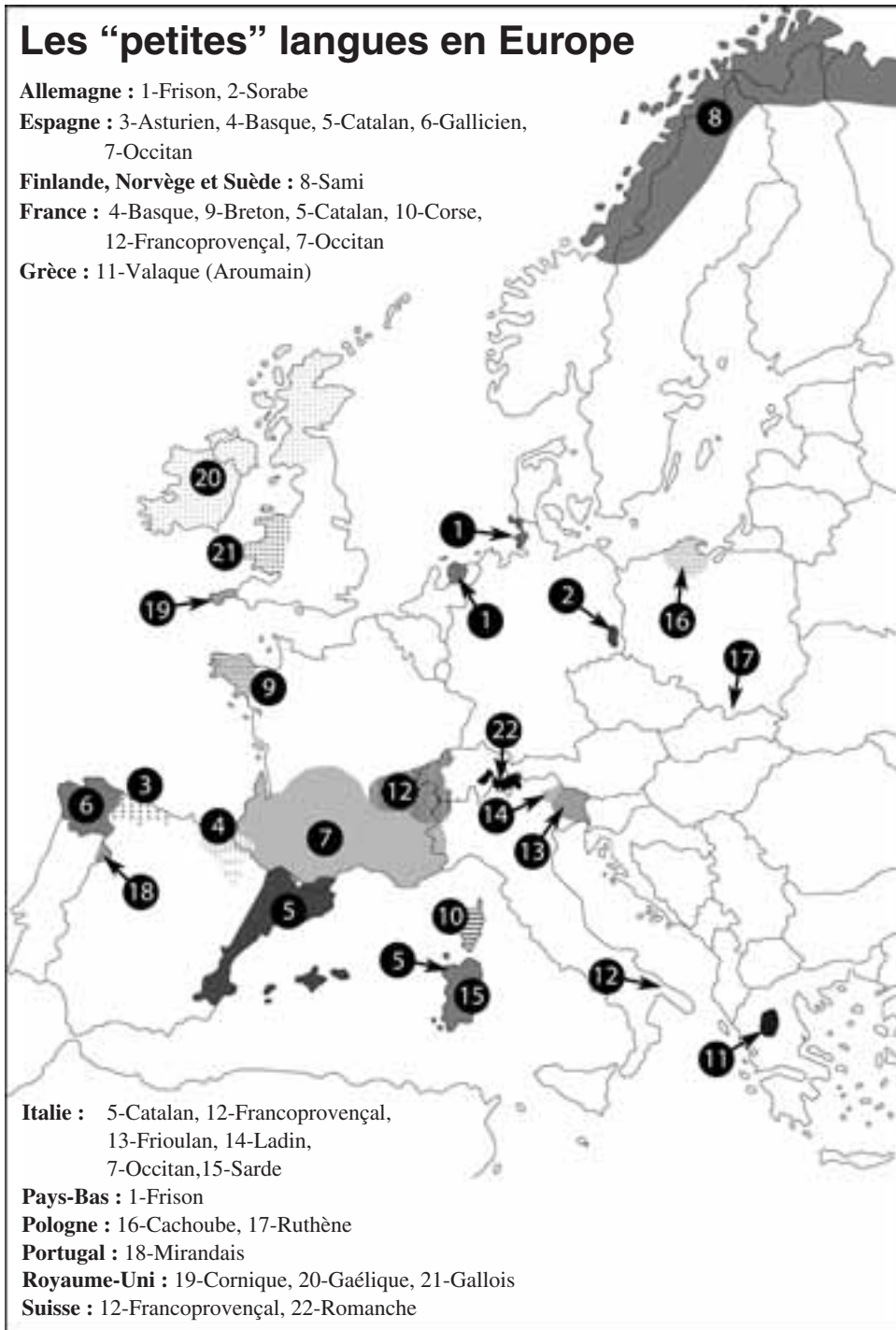
Allemagne : 1-Frison, 2-Sorabe

Espagne : 3-Asturien, 4-Basque, 5-Catalan, 6-Gallicien,
7-Occitan

Finlande, Norvège et Suède : 8-Sami

France : 4-Basque, 9-Breton, 5-Catalan, 10-Corse,
12-Francoprovençal, 7-Occitan

Grèce : 11-Valaque (Aroumain)



ment sa langue maternelle, autrefois poursuivie, il n'y a pas longtemps encore, devient maintenant un patrimoine important.

Si on veut sauver sa langue, le locuteur mérite tous les égards. Ainsi, toute action, toute politique concernant la langue doit être menée de concert avec les locuteurs. L'humanité s'en fait charge, les linguistes l'étudient mais les locuteurs, dûment informés, doivent décider ce qu'ils veulent en faire. Nous disons informés parce que, souvent, ces renseignements ont été niés aux locuteurs par l'école et par les institutions. Dans les pays civilisés, aucune politique linguistique n'est acceptable sans l'accord des locuteurs, accord qui, en plus, accroîtrait l'efficacité des mesures prises.

Sur le plan de la performance, le locuteur, enfin valorisé, peut réagir à la nouveauté de manière différente : il peut s'accrocher à sa langue, l'utilisant dans toutes les occasions, sans trop se poser des problèmes pour les emprunts trop fréquents et la grammaire boiteuse ou, à l'extrémité opposée, il peut devenir un "puriste" qui, à chaque phrase, tend à corriger son interlocuteur. Les deux réactions sont également compréhensibles mais toutes deux excessives.

Le linguiste a un rôle délicat dans toute l'opération. Il est le scientifique, spécialiste de la langue qu'on voudrait sauvegarder. Comme pour tous les scientifiques, sa mission est d'améliorer la condition humaine par la connaissance qui vient du fruit de leurs recherches. Dans son cas spécifique, il doit comprendre la langue qu'il étudie, la décrire, l'analyser, l'interpréter et l'expliquer. Et c'est ce qu'il fait toujours avec beaucoup de passion, en plus.

Il a un grand prestige aux yeux des locuteurs qui se sentent valorisés par l'attention qu'il démontre à l'égard de leur langue. Et à l'égard de leur personne en même temps. Mais attention : ce que le linguiste dit, qu'il publie, peut aider la langue en danger comme il peut l'endommager, peut-être définitivement. Il a donc de grandes responsabilités. Il doit être bien prudent : exercer ses compétences sans vouloir jouer un rôle qui n'est pas le sien, c'est-à-dire qu'il ne doit pas se mêler des choix politiques qui ne lui appartiennent pas et éviter de les influencer. Dans le passé, quelques scientifiques, une petite minorité, ont parfois plié leurs compétences au service des puissants et ont contribué ainsi à compromettre, voire même noyer certaines variétés linguistiques. L'histoire est, malheureusement, riche en exemples, même en Europe.

Il doit être respectueux et jamais oublier que les locuteurs des petites langues sont très chatouilleux : ils n'aiment pas qu'on se moque de leur accent, de leurs fautes quand ils parlent une autre langue ou qu'on les corrige trop quand ils parlent la leur. Il est juste que le linguiste étudie l'évolution linguistique des parlers mais il devrait adopter quelques précautions quand il présente les résultats de ses recherches aux locuteurs. Certains rapports parfois trop enthousiastes qui se réjouissent de la vitalité d'un parler et énumèrent, comme pièces à conviction, ses

solécismes, ses calques, son anarchie grammaticale, nuisent certainement à la bonne cause. Accepter un charabia comme modèle positif d'évolution linguistique décourage les locuteurs. Personne n'est disponible de se faire l'apôtre pour le maintien d'un charabia. Le rôle du linguiste pourrait être celui de conseiller aux locuteurs des mesures à adopter pour éviter le charabia ou pour en sortir.

Le troisième agent est représenté par les institutions culturelles internationales. L'UNESCO ? Peut-être, mais c'est à voir. Ce qui me paraît certain, c'est que la tutelle des petites langues ne peut être confiée aux états qui, souvent, ont été, ou sont, les principaux responsables de leur déchéance, par agressivité ou par nonchalance. En Europe, et dans le monde entier, rares sont les cas de minorités linguistiques sauvegardées efficacement par l'état auquel elles sont soumises. Et dans ce qu'on appelle habituellement tiers-monde, la situation est encore pire. Pour survivre, les langues à faible diffusion auraient besoin d'une indépendance culturelle absolue ou bien de larges garanties internationales. Les institutions préconisées devraient conseiller les communautés sous tutelle, les aider techniquement et financièrement, veiller à ce que les équilibres nécessaires à l'épanouissement de la langue soient établis et ne soient pas perturbés.

Donc, quand la situation va vers le charabia, il faut faire quelque chose, intervenir afin d'assurer celle qu'on appelle bien improprement, la qualité de la langue. Voici, en tout cas, ce que pensent les Valdôtains à propos de leur patois. Pas tous probablement, mais certainement le plus grand nombre.

Pour sortir du cercle vicieux qui, dans un tourbillon incontrôlé mine l'existence de tant de variétés linguistiques il faut d'abord neutraliser les causes qui en sont à l'origine. À notre avis, en plus de la faiblesse des moyens, la cause principale de ce que nous devons appeler dégradation linguistique, même si cela peut ne pas plaire, est l'absence de freins internes à la communauté linguistique minoritaire qui ralentissent et sélectionnent l'évolution. Dans les communautés naturelles, même là où la langue n'est pas codifiée, c'est-à-dire en l'absence de grammaire et de dictionnaires de référence, officiels et imprimés, en réalité une norme linguistique existe : elle est dans la tête des locuteurs, construite progressivement par l'expérience. Sur cette norme veillent les anciens qui corrigent les transgresseurs, en ayant l'autorité nécessaire. Leur rôle a le consensus social nécessaire qui sanctionne par le ridicule et, dans certains cas, par l'exclusion, le comportement de ceux qui ne respectent pas la norme interne à chaque variété. Seule exception, celle des poètes, faiseurs de style : comme on le sait, soit l'erreur que le style se définissent comme des écarts par rapport à la norme... Les puristes peuvent donc être fonctionnels à l'évolution de la langue. Ils n'ont jamais arrêté son évolution, heureusement, mais, par contre, ils en ont souvent empêché la dérive. Leur rôle est peut-être désagréable, fastidieux pour ceux qui le subissent mais il est nécessaire. Ce n'est pas qu'ils ont toujours raison mais leur action est quand même un frein. Ce n'est pas important que tout ce qu'ils proposent passe, mais que les gens qui

les écoutent connaissent pour après décider. Toutes les langues ont leur équipe, plus ou moins déclarée, de puristes qui travaillent. Pensons à l'Académie Française qui veille sur le "bon français" ou l'Accademia della Crusca sur l'italien. Les langues qui n'expriment pas des institutions aussi prestigieuses ont quand même d'autres freins efficaces : ce sont les grammaires, les dictionnaires, utilisées dans toutes les écoles du monde, qui veillent au bon usage de la langue enseignée.

Ainsi, le *génie de la langue* doit être apprivoisé si nous voulons que la langue ait des possibilités sérieuses de survivre dans les conditions nouvelles créées par l'évolution des sociétés. Nous devons guider, diriger la langue, limiter sa liberté absolue, au moins pendant une certaine période. Cela peut scandaliser quelqu'un, en étonner d'autres et, je dois avouer que cela ne plaît guère à moi non plus...

Liberté... On l'invoque toujours quand on se sent limité. Langue en liberté... Bien sûr... Mais demandons-nous alors si cette liberté, au moins dans son intégralité, a jamais existé, si la liberté des langues, des petites en particulier, n'a pas déjà été limitée depuis longtemps, depuis qu'elles côtoient d'autres langues, depuis qu'elles se confrontent avec l'écriture, les écoles, l'administration, la technologie, les états, le bombardement médiatique, etc. Je crois que les langues fortes non plus, y compris l'anglais, ne jouissent plus d'une liberté complète. La preuve en est que souvent l'anglais moule ses néologismes sur des langues mortes telles le grec ancien et le latin ...

Nous ne devons donc pas nous poser trop de scrupules de ce genre si nous voulons sauvegarder la diversité linguistique. Certes, cela a des coûts, cela demande un grand engagement économique et intellectuel. Mais je crois que cela en vaudrait la peine.

En résumé, tout mon discours s'articule de la manière suivante :

Toute production linguistique est importante en tant que résultat de l'histoire et de la créativité humaine.

La différence est le principal moteur de l'évolution culturelle, ainsi, l'uniformisation linguistique risquerait de freiner la créativité humaine et de nuire à la qualité de la vie.

La diversification linguistique devient particulièrement importante pour contrecarrer la tendance à l'homologation sur une langue unique.

La course vers l'unilinguisme se fait par l'élimination des langues à faible diffusion d'abord, puis des autres, jusqu'à l'unilinguisme.

Il faut arrêter ce processus négatif en intervenant par des mesures finalisées à la conservation de la diversité linguistique.

Il faut que les locuteurs des langues moins répandues prennent conscience de l'importance de leur patrimoine linguistique.

Il faut que les langues à faible diffusion continuent à être un moyen de communication efficace avec une grammaire et un lexique adéquats et ne se transforment, sous le bombardement de langues concurrentes, en un charabia qui sera repoussé, à juste droit, par les locuteurs eux-mêmes.

Les conditions dans lesquelles les langues évoluent actuellement sont profondément changées au cours des 50 dernières années.

L'évolution linguistique moderne, rapide et chaotique, qui concerne les langues à faible diffusion, ne peut plus être considérée comme un signe de vitalité mais plutôt, comme celui d'une dégradation nuisible à la communication, fonction principale d'une langue.

Les langues à faible diffusion ont besoin, pour ralentir leur évolution incontrôlée, de "freins" qu'il faut mettre au point et proposer.

Toute politique linguistique doit être finalisée au bonheur des locuteurs en premier lieu et ne peut être appliquée qu'avec leur consentement et leur collaboration.

Les linguistes ont un rôle important dans ce projet et doivent étudier la langue en question et proposer les interventions jugées les plus aptes en vue de sa sauvegarde.

Des institutions internationales veillent sur l'application correcte de la politique linguistique choisie.

NOTE

¹ Tiré de la revue *Lidi, lingue e idiomi d'Italia* N° 1/2006.